

Le président de la Banque africaine de développement (BAD) s'est engagé à rendre l'Afrique autosuffisante dans dix ans. Des milliards de dollars seront investis à cet effet dans l'agriculture du continent. Mais il n'est pas sûr que les petits paysans soient suffisamment associés.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)

La BAD fait le pari de l'autosuffisance dans dix ans

C'est peut-être une chance pour les paysans africains. Le président de la Banque africaine de développement (BAD), le Nigérian Akinwumi Adesina est un ancien ministre de l'Agriculture. Et l'homme est déterminé à rendre le continent autosuffisant sur le plan alimentaire d'ici une décennie. Il en a fait la promesse lors d'une conférence de presse en Inde, le 22 mai 2017.

Selon Adesina, l'Afrique consacre actuellement 36 milliards de dollars par an aux importations alimentaires. Si rien ne change, la facture atteindra 110 milliards en 2025.

Un tiers des calories consommées en Afrique sont importées. Une situation intenable. D'où la décision de la BAD de s'engager à fond pour mettre fin à cette situation. Déjà en 2016, elle a investi 800 millions de dollars dans l'agriculture de huit pays africains. Et la Banque a prévu d'investir 24 milliards de dollars dans l'agriculture africaine au cours des dix prochaines années en mettant l'accent sur l'autosuffisance alimentaire et l'industrialisation des filières agricoles. Le chiffre, impressionnant, ne représente cependant que 6% des investissements nécessaires à la transformation de l'agriculture africaine (40 mds/an pendant dix ans soit quatre fois le montant investi en 2014, insuffisant d'autant que la plupart des pays africains n'ont pas respecté la promesse faite à Maputo en 2003, d'allouer au moins 10% de leur PIB au secteur agricole). Les besoins sont non seulement considérables mais aussi en augmentation exponentielle. Selon la BAD, si la tendance actuelle se poursuit, le

nombre de personnes mal nourries va grimper de 240 à 320 millions entre 2015 et 2025.

Transformer, mais comment ?

Or, l'agriculture africaine est près de deux fois moins productive que la moyenne mondiale et la dégradation des sols pourrait engendrer une baisse des rendements des cultures vivrières de 8 à 22% d'ici à 2050. La demande va aussi s'accroître du fait que la proportion d'urbains devrait progresser de 40 à 50% de la population d'ici 2025. Mais la bonne nouvelle, pour Adesina est que ces besoins immenses créent aussi une gigantesque opportunité pour les investisseurs. Il devrait être selon lui possible de la saisir comme ce fut le cas au Brésil et en Malaisie car, estime le patron de la BAD, il existe assez de ressources sur le Continent et de partenaires potentiels pour générer des fonds nécessaires à la transformation de l'agriculture africaine avec (800 mds \$ d'actifs bancaires et 600 mds de fonds de pension et de fonds propres) pour financer le coût de la transformation de 18 filières au cours des dix prochaines années (400 mds \$). La bonne nouvelle est que l'Afrique détient 60% des terres arables non développées de la planète.

Le secteur public au service du secteur privé ?

La Banque ne part pas de zéro. Entre 2006 et 2014, elle a financé 200 projets représentant un investissement total de 6 milliards de dollars. Elle

a lancé la stratégie « *Feed Africa* » pour la décennie 2016-2025 dont les conditions de réussite incluent une dissémination à grande échelle de la technologie et des intrants ainsi qu'un apport intensif de capital, outre le développement de marchés de fournitures et de ventes des produits. Le rôle du secteur public serait de créer le bon environnement pour accueillir les investissements privés, mais aussi de financer des programmes d'irrigation, de stockage et de desserte rurale. Cela suppose aussi une réforme des codes fonciers. Actuellement, à peine 10% des terres arables font l'objet de titres de propriété exigés par les banques pour financer des projets agricoles. En outre, selon la BAD, les lois foncières sont souvent mal appliquées, décourageant les investissements. La Banque entend promouvoir le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine avec la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine visant à l'éradication de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté, en partenariat avec des alliances incluant les paysans, l'agrobusiness et la société civile. Il s'agit d'atteindre l'autosuffisance dans le domaine des productions de riz, de blé, de poisson, d'huile de palme, de produits horticoles et de manioc. D'apporter de la valeur ajoutée aux cultures de rente (cacao, café, coton) et de créer la sécurité alimentaire au Sahel, en développant la culture du sorgho, du niébé et du mil. « *Le changement climatique rend obligatoire dans ce contexte le recours à l'agriculture intelligente* ».

« Les bons exemples »

La Banque met en avant les « *bons exemples* » tels que la délivrance massive de titres fonciers et la distribution d'intrants au Nigeria, le développement de la floriculture en Éthiopie, de l'horticulture au Kenya ainsi que l'amélioration des rendements rizicoles au Mali et au Sénégal. La BAD reconnaît le rôle des petits producteurs. Elle envisage de financer des programmes bénéficiant à des acteurs sous-représentés dans l'agrobusiness, comme les femmes et les populations rurales. La BAD affiche aussi le vœu de soutenir le développement d'une classe de jeunes entrepreneurs. Dans sa stratégie 2016-2025, elle lie le renforcement de la sécurité alimentaire à l'amélioration de la sécurité foncière des terres communales et des personnes les plus vulnérables.

Le portefeuille actuel de la Banque comprend une série de projets prenant en compte les intérêts des petits producteurs. Au Burundi, dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, elle a consenti un prêt pour la mise en

la BAD accorde beaucoup d'importance aux multinationales.

valeur de 4100 ha d'exploitations et la maintenance de 110 km de routes de desserte rurale. À São Tomé, elle a financé un centre de perfectionnement agropastoral, soutenu et structuré des associations de producteurs agricoles et de pêcheurs. En Côte d'Ivoire, dans la région de l'Indénié, est en cours un programme de 29 millions de dollars, pour financer des infrastructures de transport, des cultures vivrières (manioc, banane plantain, maïs) et des cultures de rente (cacao et café). Au Sénégal, elle a financé à hauteur de 35 millions de dollars le projet d'appui à la petite irrigation locale lancé par le gouvernement au début du millénaire dans les régions de Fatick, de Kédougou, de Kolda et de Tambacounda, dans le cadre d'un programme de lutte contre la salinisation des terres agricoles afin d'y permettre le développement de productions rizicoles. Toujours au Sénégal, la BAD finance à hauteur de 21 millions de dollars un projet de pistes communautaires aux côtés de collectivités locales pour améliorer l'accessibilité des zones de production, ainsi que l'accès des populations rurales aux marchés. Le fruit de cette collaboration se ressent selon la BAD dans le renforcement des capacités des acteurs avec la mise en place de 46 comités de gestion et de 19 coopératives villageoises.

Au Niger, la BAD finance avec d'autres bailleurs à hauteur de 55 millions de dollars un programme de sécurité alimentaire comprenant la construction de plus de 170 km de routes, de mini-barrages et de périmètres irrigués, qui a créé 16 000 emplois et permis la mise en valeur de 6700 ha. On doit encore à la BAD la transformation de la vallée de l'Ouémé au Bénin, grâce au lancement en 2014 d'un projet d'appui aux infrastructures agricoles, visant à développer le potentiel de plus de 70 000 hectares, en favorisant la promotion des filières du riz, du maïs et du maraîchage. D'un coût de 63 millions d'euros, ce projet se caractérise par une démarche participative entre les acteurs, parmi lesquels les administrations publiques, les autorités locales et les organisations des producteurs.

Stratégie rizicole

Le développement de la filière rizicole est un des principaux axes de la stratégie de la BAD.

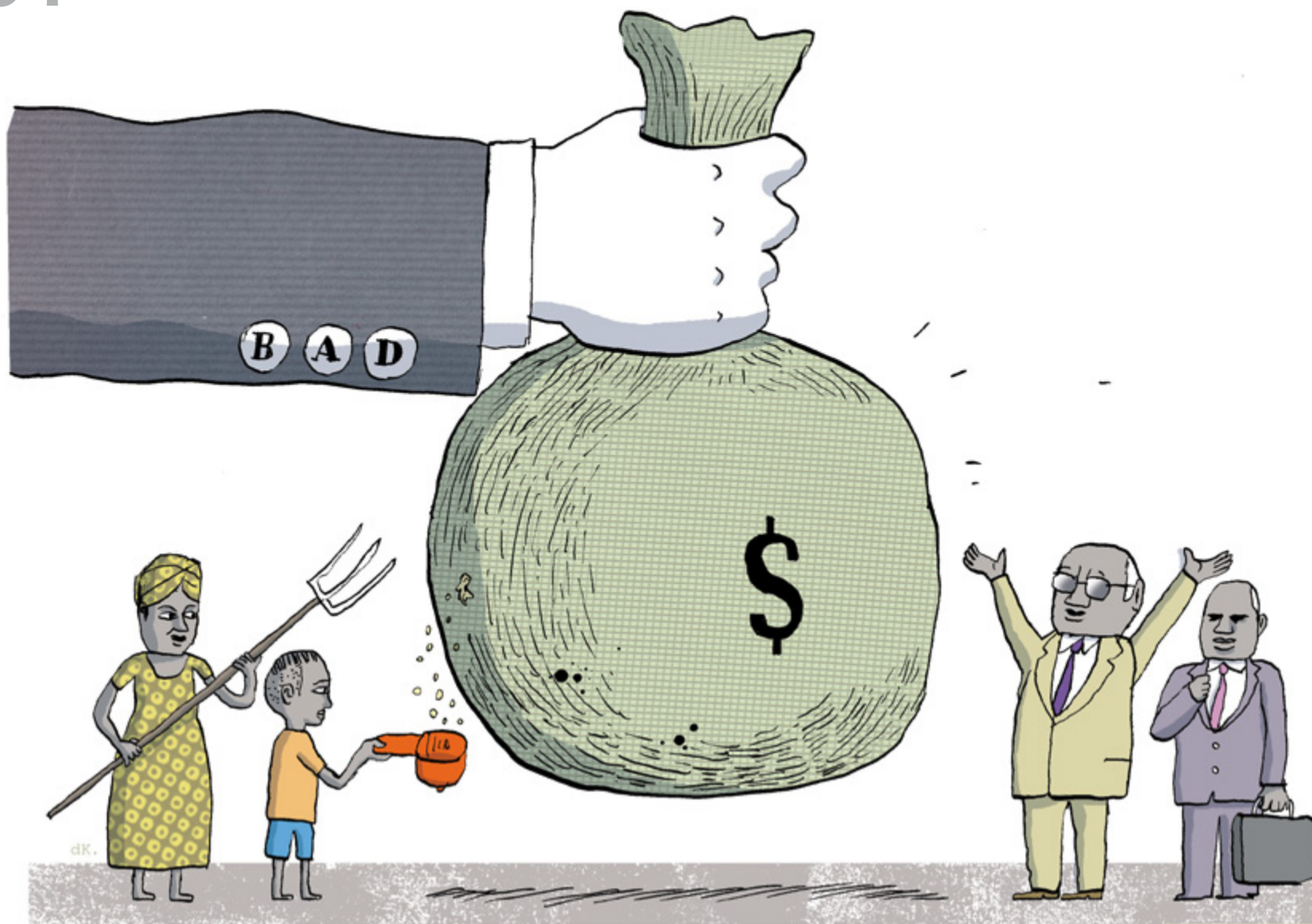


Illustration ©
Philippe de
Kemmeter.



Au Liberia, elle a financé à hauteur de 24 millions de dollars, il y a quatre ans, la dissémination de la variété Nerica (New Rice for Africa) à haut rendement (3 tonnes/ha) trois fois plus élevé que le riz traditionnel et qui de surcroît permet deux récoltes annuelles au lieu d'une. Des programmes similaires ont été développés au Nigeria, au Mali, au Sierra Leone, au Ghana, en Guinée-Conakry et en Gambie avec plus de 240 000 familles bénéficiaires. Objectif réduire : la dépendance de l'Afrique de l'Ouest (5 millions de tonnes/an)

Ces exemples témoignent que la Banque prend en compte jusqu'à un certain point les petits producteurs même si les termes « agriculture familiale » ou « organisation paysanne » ne font guère partie de son vocabulaire. Car la BAD accorde aussi beaucoup d'importance, dans sa stratégie, aux multinationales. Elle est avec la Banque mondiale, l'une des marraines de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (Nasan), lancée par le G8 en 2012, dont une résolution du Parlement européen votée en juin 2016 dénonce les risques de favoriser les accaparements de terres.

L'un des plus gros bénéficiaires des largesses de la BAD est le groupe nigérian Dangote Industries qui a obtenu en 2014 un prêt de 300 millions

de dollars pour plusieurs projets dont une raffinerie de pétrole et une usine d'engrais d'une capacité de 2,8 millions de tonnes d'urée par an. Il s'agit de réduire la dépendance du Nigeria aux importations d'engrais qui correspondent à 80 % de ses besoins. Mais aussi de permettre au magnat Aliko Dangote de devenir le plus grand exportateur de riz au monde d'ici quatre ans. En RDC, la BAD envisage de financer à hauteur de 52 millions de dollars un appui au parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo sur le plateau des Batéké, l'un des sites pilotes identifiés par le consultant sud-africain Mozfood & Energy Ltd. La BAD a également accordé en 2016 un prêt de 15,7 millions d'euros à la Compagnie agricole de Saint-Louis du Sénégal (CASL) pour un projet intégré de production de riz blanc pour le marché local qui doit permettre l'exploitation de 4 000 hectares dans le delta du fleuve Sénégal afin de produire 60 000 tonnes par an de riz paddy selon un modèle de riziculture irriguée, de signer des contrats de production avec des agriculteurs pour un minimum de 9 000 tonnes par an de riz paddy; de stocker 30 000 tonnes de riz paddy; de transformer et commercialiser 42 000 tonnes de riz blanc par an.¹ III

Rédaction : François Misser

¹ Lire l'article en p. 61 de ce Défis Sud.